

CIOL Qualifications Level 6 Certificate in Translation

Qualification Number: 610/0823/0

Unit: Unit 02

Source Language: FRENCH

Time allowed: 3 hours

Exam session: March 2024

Exam date: Thursday 21 March 2024

Unit 02: Business and Commercial Translation Skills (J/650/2412)

Instructions to candidate:

Time allowed – 3 hours

The following text is about the issue of food sovereignty raised by the recent French farmers' demonstrations. Translate into your target language for readers interested in the topic.

TEXT FOR TRANSLATION STARTS HERE:

Les récentes manifestations d'agriculteurs viennent de relancer le débat sur la souveraineté alimentaire. Ce concept, défini comme la capacité d'un pays à assurer ses propres approvisionnements, est devenu central à l'ère de la mondialisation qui aurait érodé la souveraineté de la France, la contraignant ainsi à importer 20 % de son alimentation.

La révolte des agriculteurs aurait-elle été un prétexte à la stigmatisation du libre-échange, comme bouc émissaire? Il convient en effet de ne pas confondre « souveraineté » et « production locale ». Les adeptes du protectionnisme auraient bien du mal à identifier une époque historique bénie où la France pouvait se contenter de sa production locale pour assouvir les besoins de son peuple.

L'histoire nous révèle que la France a toujours dépendu des importations, démontrant que l'autosuffisance est une chimère. La crise agricole du XIXe siècle a conduit à l'importation massive de blé russe qui a permis d'atténuer les effets néfastes de la maladie de la pomme de terre. À une période où les campagnes étaient enclavées, les moindres caprices de la nature plongeaient des régions entières dans l'insécurité alimentaire. La France, comme bien d'autres pays, a beau avoir mis en œuvre des politiques protectionnistes à divers degrés, force est de constater qu'elle n'est jamais arrivée à se passer de ses importations alimentaires.

Quand bien même serait-elle composée de 67 millions d'ouvriers agricoles à temps plein, elle ne pourrait pas subvenir seule à ses besoins. Il convient de rappeler le rôle du libre-échange et de louer la libre circulation des grains ayant permis d'augmenter la résilience des systèmes d'alimentation en cas de disette due aux changements climatiques.

Au lieu d'opposer les producteurs autochtones et étrangers, ne serait-il pas plus judicieux de réfléchir à ce que les Français souhaitent produire et aux denrées qu'ils préfèrent laisser aux fournisseurs étrangers afin de développer une nation prospère, fondée sur une économie productive et spécialisée ?

TEXT FOR TRANSLATION ENDS HERE